



ASIE/INDE - Les chrétiens d'Orissa cherchent la justice mais « ils ont pardonné aux agresseurs »

Balasure (Agence Fides) – « Justice et pardon vont de pair. En Orissa, les affaires dans les tribunaux traînent en longueur et les chrétiens ont des difficultés à obtenir justice. Mais nombreux sont ceux qui ont déjà pardonné à leurs agresseurs » : c'est ce que déclare à l'Agence Fides S.Exc. Mgr Thomas Thiruthalil, CM, Evêque de Balasure et Président de la Conférence épiscopale d'Orissa. L'Evêque a commenté, dans un entretien accordé à Fides, la récente décision de la Cour Suprême de l'Etat, invitant le gouvernement d'Orissa et le Bureau central de police à fournir des éclaircissements sur un recours présenté par un certain nombre de survivants des massacres antichrétiens de 2008 à Kandhamal.

Le recours présenté à la Cour sous le titre « Initiative pour la justice, la paix et les droits humains » demande une nouvelle enquête après que l'Etat ne soit pas parvenu à obtenir les condamnations dans le cadre de 30 cas d'homicides et de violence antichrétienne. « Une enquête défectueuse » de la part de la police et « un procès sommaire, non conforme aux principes de la justice pénal » ont permis aux coupables de bénéficier de l'impunité. Parmi les plus de 2.500 plaintes déposées par les chrétiens victimes de la violence, la police n'en a enregistré officiellement que 828. Après les enquêtes, les enquêteurs ont présenté des chefs d'inculpation dans 512 cas et déposé des conclusions devant les tribunaux dans 315 cas. Mais, jusqu'à ce jour, dans un seul cas, a été prononcée une condamnation pour homicide. Pour ce motif, les signataires du recours demandent l'institution d'une Commission d'enquête et le transfert des procès dans un autre Etat indien.

Par le passé, des groupes chrétiens ont présenté des recours devant la Cour suprême suite à l'absence de reconstruction des maisons et à l'insuffisance des programmes de réhabilitation du gouvernement de l'Orissa. Au cours de la vague de violence contre les dalits et les populations tribales chrétiennes du district de Kandhamal, plus de 56.000 personnes furent contraintes à s'enfuir et 10.000 évacués n'ont pas encore pu revenir à leur domicile. Plus de 5.600 maisons et 295 églises furent incendiées. Les groupes chrétiens affirment que les homicides furent au nombre de 100 – alors que le gouvernement en reconnaît seulement 40 – ceux-ci s'accompagnant de nombreux viols. (PA) (Agence Fides 22/10/2012)